

## **Interview du Dr Jean Beckouche**

### **Chef de mission à Médecins du Monde**

Nous avons pensé qu'il était important d'avoir un témoignage d'une de ces ONG qui ont malheureusement trop souvent l'occasion d'agir au Moyen-Orient. Dans cette optique, Rolland Doukhan a pu rencontrer, le docteur Jean Beckouche, chef de mission à Médecins du Monde.

**PLURIELLES** : Tout d'abord, j'aurais voulu vous préciser que cette interview, en principe prévue autour du ressentiment, peut largement, si vous le désirez, déborder ce thème, compte tenu du fait que vos voyages et vos missions vous ont amené à être un témoin privilégié de bien des situations qui ont agité, et agitent toujours nos médias.

**JEAN BECKOUCHE** : Je vous remercie de supprimer d'emblée des contraintes que, par nature, je n'apprécie pas beaucoup, dans la mesure où elles étriquent l'image de ce que je nommerai « le terrain ».

Pl. : Nous sommes donc d'accord. Pour commencer, j'aurais voulu vous demander si, au cours de vos différentes missions, soit au Moyen-Orient, soit au Maghreb (Maroc et Algérie), vous avez perçu en permanence un ressentiment ou un quelconque sentiment de colère à l'égard de ce que j'appellerai d'un mot très large : le monde occidental.

J. B. : Ça dépend de l'époque, je veux dire de la période, et ça dépend des interlocuteurs que j'ai pu avoir en face de moi. C'est vrai que les soignants que nous rencontrons, soit dans les territoires occupés, soit au Maroc ou en Algérie, sont en général des interlocuteurs avec lesquels notre association « Médecins du monde » travaille, dans ce sens que nous répondons d'abord à leur demande. Ce sont donc des interlocuteurs très particuliers, très concernés, très ouverts aux ONG.

Et nous discutons donc pour tenter d'améliorer la situation sanitaire, et essentiellement l'accès aux soins.

Pl. : Vous rencontrez donc des hommes et des femmes de divers horizons, de diverses formations.

J. B. : Oui, que ce soient des médecins, des psychologues, des secrétaires d'accueil, des infirmiers, toutes les sortes de soignants, beaucoup parmi eux sont mandatés pour s'occuper de la santé, que ce soit au Moyen-Orient ou dans les pays du Maghreb. Je dirais que le gros problème auquel nous sommes confrontés en Palestine, ce sont les blessures psychologiques au regard de l'occupation. Et là, les soignants eux-mêmes sont confrontés à la situation politique, au terrain social difficile dans lequel vivent ces populations.

Pl. : Est-ce que vous voulez dire par là que ces équipes de soignants ont une sorte de décrochement par rapport au statut social et économique des pays où ils vivent ? Serait-ce la base du déséquilibre, mettons, mental ou psychologique que vous avez pu noter chez les gens ?

J. B. : Ça dépend. Dans des pays comme l'Algérie et le Maroc, ce sont, en général, des responsables dont l'humanisme est le plus représentatif de la population de ces pays. A mon sens, ils représentent la partie la plus en avance de la population, et ce sont ceux qui nous rendent le plus optimistes sur l'évolution

de la situation dans ces pays. Ce sont donc surtout des démocrates, défenseurs des Droits de l'Homme. Pour ne parler que du Maroc, nous sommes en contact avec des associations qui tentent de réhabiliter, de réaccoutumer au fait de vivre ceux qui ont été des victimes sous le règne de Hassan II. Pour certains, il s'agit de survivants de véritables camps de la mort.

Pl. : Ces gens-là y ont passé combien d'années avant d'en sortir ? Cinq ? Dix ? Vingt ?

J. B. : Ça dépend. Cela va de cinq à dix-huit ans pour ces détenus politiques libérés des bagnes et des prisons en 1991 par le roi Hassan II, et ce, quelques années avant sa mort. Le nouveau roi, Mohamed VI, a mis en place une Instance Equité et Réconciliation, qui permet à ces anciens déportés de s'exprimer au cours d'auditions publiques, suivies par tout le pays. Et c'est là, me semble-t-il, un des éléments majeurs de l'avancée démocratique du pays actuellement.

Cependant, ces victimes bénéficieront-elles pour autant, d'une couverture sociale ? On ne peut encore répondre à cette question.

Cette action de réhabilitation des victimes de la violence politique me paraît être une mesure préventive contre la reprise de ces atteintes aux Droits de l'Homme.

Donc, dans l'ensemble, nous avons à faire à des soignants, des médecins bénévoles qui s'occupent de ces victimes, aussi bien qu'à des militants d'associations qui donnent beaucoup de leur temps et de leur énergie, pour retrouver, pour la plupart d'entre eux, des militants ou des membres de leur propre famille disparus sans laisser de traces.

Quant aux médecins palestiniens, qui sont nos partenaires depuis 1995, nous avons plusieurs missions en Cisjordanie et à Gaza, pour les former à la médecine de catastrophe, pour apporter les premiers soins aux blessés dans les ambulances du Croissant Rouge, et donner les soins primaires aux mères et aux enfants de

ces territoires. On a donc à faire à des médecins palestiniens qui, au départ, étaient ouverts à un travail de coordination non seulement avec les médecins de « Médecins du monde », mais aussi avec une association de médecins israéliens, qui sont au nombre de 600, appelée P.H.R. (Physicians for Human Rights -Israel). (Site internet : [www.phr.org.il](http://www.phr.org.il)) [voir encart]

Cette association, partenaire de « Médecins du Monde » depuis plus de 10 ans, allait, jusqu'à ces dernières années, à la demande de médecins palestiniens, soigner des malades dans des villages isolés.

Aujourd'hui, nous allons beaucoup dans ces villages, séparés du reste du pays par le fameux mur. Il y a là des dizaines de milliers de Palestiniens qui n'ont pas accès à leurs anciens centres de soins et qui ne peuvent pas d'autre part accéder aux centres de soins des Israéliens. Nous apportons notre soutien aux services de transports sanitaires d'urgence ainsi qu'à des cliniques mobiles pour les femmes et les enfants, dans 11 villages de Cisjordanie.

Le système de santé palestinien est mis en danger par les difficultés d'accès auxquelles sont confrontés les patients et les équipes soignantes.

La rupture des liens familiaux, la tension, l'isolement accru, ont des répercussions sur le plan psychologique, et participent à la détérioration du niveau de santé de ces populations.

Pl. : Donc, ces médecins palestiniens que vous avez rencontrés, et qui rencontrent aussi les médecins israéliens, sont d'abord préoccupés d'agir en médecins de terrain, c'est bien ça ?

J. B. : Oui, essentiellement.

Pl. : Et, dans ces occasions, avez-vous pu remarquer une sorte de ressentiment envers tout ce qui était israélien, ou même, plus largement ce qui était juif ? En fait, vous êtes-vous trouvé devant un racisme politique ou pas ?

J. B. : Votre question m'amène à vous préciser ce que vous savez déjà, bien sûr : nous sommes là devant un problème général qu'on rencontre en Palestine. C'est à dire qu'au départ...

Pl. : Vous parlez là des années 1995, 1996, je suppose...

J. B. : Je veux parler des années 90, jusque vers la deuxième Intifada, en 1999. Au départ, et c'était ce que nous disait le responsable de la santé mentale de Gaza. Il faisait un travail auprès de ses étudiants, de ses médecins, dans le cadre de la prise en charge de la souffrance psychique de ces populations, femmes, enfants, adultes. « Qu'est-ce qu'on doit faire, Monsieur le Professeur ? – Eh ! bien, on fait ceci, on fait cela. On aide, on soutient, on soutient... on soigne, on soigne, on soigne... »

J'ai, pour ma part, rencontré cet homme deux ou trois ans après, c'était bien après le début de la deuxième Intifada, et il m'a confié alors :

« Ce que je fais, maintenant, c'est d'essayer de les retenir pour qu'ils ne s'engagent pas dans la lutte armée contre l'occupant israélien. »

Alors, pour ce qui est des mots Israéliens et Juifs, sur un plan général, on assiste à un basculement. Jusqu'alors, dans la population, on parlait des Israéliens, mais maintenant, presque partout, dans le langage, à l'exclusion des responsables politiques ou culturels on entend parler de Juifs et non d'Israéliens.

Pl. : Et vous pensez quoi de ce basculement, de cette dérive du terme Israéliens vers le terme Juifs ?

J. B. : On peut craindre que cette dérive ne se traduise par un élargissement du conflit jusqu'à présent limité aux territoires israélien et palestinien. Mais il faut craindre la transformation du nationalisme laïque du Fatah, de l'OLP, en un nationalisme islamiste plus pro-

che du Hamas, déjà au pouvoir en Palestine. Pour l'instant, on ne voit que très peu de Palestiniens se lancer dans des actions kamikazes, que ce soit en Irak, en Europe ou ailleurs dans le monde. Pourtant, on ne peut nier que la haine s'installe, se développe incontestablement. Il n'est que de voir l'entrée au gouvernement israélien de ce dirigeant d'extrême droite, c'est un signe de mauvais augure. Quand il n'y a pas de dialogue, et que la haine s'installe de part et d'autre, alors il n'y a plus que la guerre comme issue, et, hélas ! comme instrument politique. Et c'est incontestablement ce qui nourrit le Hamas actuellement. La paix a déserté le Proche Orient. Et pourtant, rien ne sera possible tant que l'on ne se sera pas, de part et d'autre, mutuellement accepté, pour cette simple raison qu'aucun des deux antagonistes n'a les moyens de se débarrasser de l'autre. Tous sont fatigués, usés, en particulier en ce qui concerne la population palestinienne. Hommes, femmes, enfants, jeunes ou vieux, personne n'est épargné, et j'ai ressenti chez eux un sentiment d'impuissance qui menace de les engloutir.

Pl. : Est-ce qu'il vous revient en mémoire une rencontre, que je qualifierais d'homme à homme, avec un médecin palestinien ? J'entends par là une rencontre où les problèmes politiques, les préoccupations de soins à donner, la dimension thérapeutique elle-même, auraient été secondarisés au bénéfice d'une connaissance mutuelle et humaniste.

J. B. : Il avait été décidé que le docteur Moncorgé, président de « Médecins du monde » et moi-même, que nous allions voir aussi bien les autorités palestiniennes que les autorités israéliennes, pour présenter notre rapport condamnant les attentats kamikazes en Israël. C'est là que, en juillet 2003, nous avons rencontré d'abord le ministre palestinien de la santé à Gaza qui nous a tenu un discours

d'une parfaite langue de bois sur l'Etat palestinien, sans aucune réflexion sur le drame vécu par cette population, surtout à Gaza avec son chômage effrayant et sa surpopulation. Nous avons ensuite vu le président Arafat lui-même qui tenait à nous rencontrer à Ramallah. Le lendemain, nous avons pu voir les responsables du ministère des affaires étrangères israéliens, qui, bien sûr, ont été tout à fait d'accord avec ce rapport. L'année précédente, nous avions présenté un rapport sur la violation du droit international humanitaire lors des incursions de l'armée israélienne dans Naplouse.

Les relations proprement dites avec les médecins, nous les avons dans des actions de terrain. Que ce soit dans les hôpitaux palestiniens de Gaza où « Médecins du monde » forme les médecins palestiniens sur la médecine de catastrophe dont nous parlions tout à l'heure, ou dans les différents secteurs de Naplouse, sur le plan de la santé mentale, où on a pris en charge beaucoup d'enfants, beaucoup de femmes en état de souffrance devant la situation.

Pl. : Et chez ces victimes, avez-vous perçu quelque chose de l'ordre de la haine ou du ressentiment ?

J. B. : Chez les victimes, il y a en général peu de paroles. Ceux qui parlent, ce sont les enfants. J'ai en mémoire un gosse de 11 ans qui nous disait : moi, quand je serai grand, je tuerai tous les Israéliens pour tout le mal qu'ils nous font. Pour comprendre une affirmation pareille, il faut mesurer l'impact de l'occupation ou de la destruction d'une maison sur le plan psychologique. Les enfants sont témoins, silencieux ou agités, du désarroi et du sentiment d'impuissance de leurs parents, essentiellement de leurs pères. En fait, ces parents ne s'occupent que des problèmes matériels de leur famille. Les pères ne se posent que des questions du genre : comment tenir le coup ? Comment nourrir ma

famille ? Comment éviter que les gosses soient tués ? Comment, moi-même, je vais pouvoir travailler, passer le check-point en moins de trois heures ? Comment pouvoir aller à l'hôpital ? Ces problèmes sont tous d'une brûlante immédiateté. Je repense à ces scènes de jeunes soldats israéliens de 18 ou 20 ans, l'arme au poing, qui exigent des papiers pendant une heure, deux heures, voire trois heures, à l'un de nos partenaires palestiniens, qui se trouvait pourtant dans une voiture de « Médecins du monde ». Ils l'ont forcé à sortir de notre véhicule, et un jeune soldat lui a demandé d'ôter son pantalon devant tout le monde. Et c'est une scène très fréquente, qui s'est souvent déroulée devant des mères, des femmes, des enfants. C'est là, une humiliation permanente, et à mon sens, organisée. Parce que ça n'est pas possible autrement, et je ne parle pas des heures d'attente, ou du fait d'être un homme jeune et valide cherchant à passer pour aller vendre sa force de travail. Je parle de comment aller simplement à l'hôpital, comment porter un malade, de bras en bras, à travers les monticules et les sacs de sable du check-point, pour arriver au taxi qui va l'emmener à l'hôpital. Et c'est une scène de tous les jours. Une humiliation insupportable qui ne peut pas ne pas engendrer le ressentiment et la haine.

Pl. : Vous avez donc perçu ce ressentiment partout et chez tout un chacun ?

J. B. : Oui, bien sûr, à Gaza, comme en Cisjordanie. Mais je voudrais parler, en particulier, des enfants...

Pl. : Pourquoi des enfants ?

J. B. : Les enfants, je n'ose pas dire qu'ils n'ont plus de père. Mais où sont donc les pères ? On ne trouve que des fils, des frères. L'image, l'exemple, c'est le frère, le grand frère. Le

groupe de frères s'organise sur le modèle de la secte.

Pl. : Le frère devient vraiment un père ?

J. B. : Oui, je me suis trouvé en Palestine, que ce soit à Gaza ou ailleurs, devant ces sectes d'enfants où le grand frère commande, montre le chemin. En fait, comme on le sait, la loi, c'est le Nom du Père. Or, il n'y a plus de loi. Donc, il n'y a pas de père. A mon sens, le père ne rencontre plus l'enfant. Il y a cependant un personnage important, c'est la mère. Elle fait tout. C'est elle qui travaille, qui rapporte quelque chose, qui fait la cuisine. Mais elle n'a toujours aucune place dans la décision. Elle reste toujours un personnage plus ou moins soumis.

Le climat politique est évidemment différent au Maghreb, je veux dire en Algérie ou au Maroc, puisque la Tunisie nous est interdite.

Je me trouvais à Casablanca quelques jours après les attentats qui y avaient eu lieu en 2003. Dans l'immense salle de cet hôpital où avaient été regroupés les blessés de l'attentat, j'ai été frappé par la tristesse profonde de toutes ces victimes, traumatisées, choquées. Ils avaient cette sidération qu'on remarque toujours chez les rescapés d'attentats. Ils ont les yeux ouverts, mais on sent que leur esprit est encore dans l'explosion qui leur a été infligée, et ils en restent comme étonnés...

Pl. : En somme, ils se demandent : comment ça a pu m'arriver à moi ?

J. B. : Oui, je ne sais pas comment dire, ils restent là, ils ne parlent pas. Ils ne comprennent plus...

Pl. : Vous m'amenez à vous questionner sur les hôpitaux de Gaza ou de Cisjordanie que vous avez probablement visités. Vous y êtes entré. A cause de la proximité, de la mitoyenneté devrais-je dire, avec un pays comme Israël, vous avez certainement pu noter quel-

que chose d'amer chez les médecins ou dans l'administration médicale ?

J. B. : Je n'ai pas ce sentiment. Il y a, comme partout, des services de pointe, je dis bien de pointe. Et d'autres, très médiocres, comme partout aussi.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que lorsqu'on a un service de chirurgie de 150 places, et que, brusquement, du fait d'un bombardement ou autre chose qui caractérise cette guerre, on voit débarquer 100 ou 200 blessés, plus ou moins graves, on se trouve, en une heure, devant un véritable problème. Il faut trier, choisir les plus atteints, faire face, sauver le plus possible de vies humaines, et ce, dans des conditions qui deviennent soudain dramatiques.

Pl. : Vous voulez dire qu'on est loin de la sérénité, ou que ça s'explique très aisément ? On est loin d'éventuelles passerelles entre les deux populations, c'est bien votre avis ?

J. B. : Pas si loin que ça. Par exemple, à un moment donné, nous avons eu besoin de matériel médical et chirurgical pour Gaza. Pour un hôpital dont je ne me souviens plus du nom, ni des détails. On avait mis tout ce matériel dans un avion et on avait prévenu l'ambassade israélienne, c'est moi-même qui m'en étais chargé. Quand l'avion est arrivé à Tel Aviv, des camions de l'armée israélienne, je dis bien, de l'armée israélienne, ont chargé ce matériel, l'ont fait passer la frontière et l'ont remis aux mains des Palestiniens, dans les camions palestiniens. Et cette opération n'a pas demandé plus de 2 ou 3 heures. Quand on sait le temps qu'il faut à un simple travailleur pour passer un check-point, on ne peut que ressentir de l'optimisme devant un fait pareil. Et on se demande par quel miracle, par l'intervention d'un tel ou d'un tel, ces choses-là ont pu se faire.

Pl. : Comme vous dites, c'est un miracle. Mais c'est une exception, non ?

J.B. : Non, je ne crois pas qu'il s'agisse d'exception. C'est terriblement complexe. Je crois que tout existe, aussi bien les comportements insoutenables de colons ou de petits soldats, que ces actes admirables qui font honneur à l'humanité.

Les uns et les autres sont des hommes dignes d'estime, malheureusement, le contexte général n'est pas du tout dans la main tendue, qu'il s'agisse de conciliation et ou de négociation.

Pl. : L'arrivée au gouvernement israélien de ce député d'extrême droite n'est pas un élément particulièrement réconfortant à cet égard.

J.B. : En effet. Son langage, ses positions, ne peuvent qu'apporter de l'eau au moulin du Hamas. C'est normal, les extrêmes se rejoignent et se soutiennent.

Mais je veux revenir sur ce que je vous disais à propos des blessés. Certains, je l'avais noté, restent sous le choc de ce qu'ils viennent de vivre. Il y en a qui dénient, momentanément ou durablement, le choc de la réalité. Je me souviens par exemple d'une femme dont deux enfants avaient été tués sur le toit de sa maison. C'était à Rafah, en 2004. D'autres s'agitent, deviennent logorréiques. D'autres encore prennent bruyamment Allah à témoin, certains se terrent pour fuir le danger et d'autres se précipitent dans le danger. Ils semblent ne plus le mesurer. C'est très étonnant. Pour les enfants, c'est la même chose.

Pl. : Et l'école, dans tout ça ?

J.B. : C'est un lieu de rencontres très, très riche. Un espace de partage d'expériences entre copains, une sorte de réponse à leur isolement.

Mais je voudrais reprendre le sujet des femmes. L'augmentation de la pauvreté, les dangers dans la vie de chaque jour, ont amené un renversement des rôles. Ces femmes se retrouvent les seules à subvenir aux besoins de la famille. Ça crée évidemment des tensions dans ces familles traditionnelles. Quand on rentre, comme je l'ai fait, dans ces familles prises en charge par des psychologues de « Médecins du monde », ou des psychologues palestiniens, on perçoit tout de suite une amertume, une rancœur envers l'homme, et pas seulement envers les israéliens.

Dans les villages affectés par le mur, c'est à dire coupés du reste du pays, 49 % des filles sont mariées à l'âge de 18 ans et 47 % épousent un cousin. L'impossibilité pour ces filles de poursuivre des études et de choisir un conjoint en dehors de leur propre famille, s'aggrave au fur et à mesure de la construction du mur. Là, les femmes jouent en même temps le rôle du père et celui de la mère. Elles pourvoient aux besoins de la famille, elles prodiguent les soins quand il s'avère impossible d'aller à l'hôpital, par contre, je le répète, elles ne possèdent aucun pouvoir de décision, conformément à la tradition.

A Naplouse, j'ai trouvé une ville très belle et qui n'avait pas grand chose à voir avec un pays sous-développé. On pouvait y trouver le dernier modèle des play-stations, des appareils de photo numériques, des imprimantes haute résolution. C'est une ville qui possède des parcs, des immeubles, des télévisions locales... Ce n'est pas l'image que l'on habituellement du tiers-monde.

Pl. : Et la démographie dans une ville comme Naplouse ?

J. B. : C'est beaucoup mieux que ça n'a été, sauf si l'on parle de Gaza.

Pl. : Et au plan de la situation économique ?

J.B. : Une pauvreté croissante, un accès difficile aux besoins fondamentaux, comme l'eau, la nourriture, l'hébergement et l'éducation, sont les signes de la détérioration économique de cette population. Les villages concernés par les check-points sont souvent coupés de toute activité, et devant les conséquences des opérations militaires, les paysans se débrouillent comme ils peuvent. En cas d'urgence, ils pratiquent ce qu'on appelle le « back to back », c'est à dire qu'ils transportent leurs blessés à bout de bras au-dessus des monticules ou des sacs de terre, et atteignent enfin les ambulances de l'autre côté.

Pl. : Comment est leur état d'esprit ?

J. B. : Ils font comme ils peuvent, se défendant parfois par un humour qui préserve leur fierté. Mais il y a surtout ceux qui ont lâché pied...

Pl. : Vous voulez dire qu'ils se taisent ?

J. B. : Oui, ils ont souvent un regard éteint, où on peut lire la peur, la terreur même. Ils ont très peur. On est là devant une nouvelle forme de guerre. Et faut-il parler des camps ? Je veux dire les camps de réfugiés. En Jordanie, il y a d'énormes camps de réfugiés palestiniens dont certains, et même la plupart, sont là depuis 1947. Et là, l'odeur ! Les toits de tôle ondulée laissent passer la chaleur, bien sûr, et il n'y a ni eau courante ni tout à l'égout. Mais quand on rentre dans ces demeures de fortune, on est toujours accueilli avec des gâteaux et du thé à la menthe et surtout, on peut voir, suspendue au mur, la clé très grosse de leur maison en Palestine, Toujours. Je voudrais poursuivre avec les enfants dans les camps de Cisjordanie, ou à Gaza. Parler des portraits, des affiches de martyrs partout dans les maisons, dans les rues, dans les établissements publics.

Le fait est que depuis que le Hamas a pris le gouvernement, il n'y a pratiquement plus d'attentat. C'est une politique délibérée du gouvernement pourtant islamiste. Mais, à mon sens, l'islamisme est une couverture. La réalité de ce mouvement islamiste, c'est qu'il est un mouvement politique. Contre Israël, en Palestine, contre l'Occident, ailleurs. Et je ne crois pas que ce soit la religion qui caractérise les Palestiniens. Je crois que c'est un mouvement radical qui refuse jusque là, toute faiblesse, donc toute négociation.

Pl. : Je ne suis pas allé comme vous dans tous ces endroits où vous êtes allés, mais mon récent voyage en Israël m'a convaincu d'une chose : c'est que la solution, pour les Palestiniens, pour un Etat palestinien viable et autonome, la chance pour ce peuple, elle réside justement dans Israël. Je veux dire dans cette proximité, cette mitoyenneté d'Israël. Il me paraît incroyable que ces groupes politiques, ces dirigeants du Hamas ou du Fatah, ne voient pas, dans cette mitoyenneté avec un Etat qui est en osmose avec le 21<sup>ème</sup> siècle, la chance, la possibilité d'accéder à leur autonomie, en même temps qu'à l'accession de tout ce que peut offrir le monde moderne. J'ai pu noter dans la population israélienne le sentiment qu'il est inéluctable qu'un jour, à sa porte, il y aura un Etat palestinien. Les Israéliens, le peuple israélien le souhaitent, mais ils voudraient vivre dans la tranquillité ce côté-à-côte.

J. B. : Mais pour espérer assister un jour au développement d'un ensemble économique entre Israël et la Palestine, il faudrait d'abord les voir accepter, aussi bien les pouvoirs politiques que les populations, les compromis historiques nécessaires à l'instauration de la paix ; nous en sommes malheureusement très loin.

Pl. : J'ai pu noter, lors de mon récent passage, une chose qui m'a quelque peu étonné.

Sur les plages de Tel Aviv, les douches fonctionnent en permanence, sans aucune coupure horaire, comme on peut en voir dans le midi de la France.

J. B. : Vous savez, au sujet de l'eau, il faut savoir que c'est la même nappe phréatique qui alimente la Cisjordanie, la Jordanie, Gaza et Israël. Et ce, depuis toujours. Eh ! bien, les services israéliens de l'eau et les services, appelons-les, palestiniens de l'eau, ont toujours collaboré entre eux avec une extraordinaire efficacité. Sans qu'il n'y ait jamais eu le moindre mètre cube pris en trop par les uns ou par les autres. Et quelle que soit la situation politique, ces problèmes relatifs à l'eau ont toujours été réglés de façon harmonieuse.

Malheureusement, il se trouve que Gaza a puisé dans cette nappe phréatique de façon incontrôlée, et il semble qu'il ne leur reste que 2 années de réserve d'eau. Ils sont d'ailleurs en pourparlers avec l'Egypte pour qu'il y ait une partie de l'eau du Nil qui soit dirigée sur Gaza. C'est un problème majeur que la situation politique d'aujourd'hui n'est pas faite pour harmoniser.

J'ai appris, et je souhaite que ce soit vrai, que les colons israéliens actuellement encore en Cisjordanie, n'utilisent que de l'eau en provenance d'Israël.

Oui, c'est un gros problème que ce problème de l'eau<sup>1</sup>. Il se trouve qu'on atteint maintenant un prix de revient abordable du dessalement ; on tente, en ce qui concerne l'agriculture israélienne, grosse consommatrice, d'utiliser de l'eau non potable à cet égard, pour ne garder l'eau potable que pour la consommation alimentaire.

Mais tout ce que nous avons dit jusque là, c'est en rapport avec la situation d'avant le nouveau gouvernement du Hamas et de l'arrêt du transfert des fonds par Israël. Ce qui

fait qu'il y a une aggravation du chômage : à Gaza, le chômage atteint 40%, avec 70% des gazaouis vivant sous le seuil de la pauvreté (moins de 2 dollars par jour). Aujourd'hui, le constat dans Gaza est le suivant : une population éprouvée, un système de santé qui ne cesse de se dégrader, avec des naissances prématuées augmentées de 60%, les vaccinations des enfants ayant pratiquement cessé faute de produits ; les infrastructures vitales en grande partie détruites.

Le désespoir, l'absence de perspectives, une grande précarité, précipitent la population dans une spirale de la violence dont il est difficile de prévoir les limites.

Pl. : Nous voici parvenus, cher Jean Beckouche, au terme de cet entretien. Je tiens à vous remercier pour tous ces détails que vous avez bien voulu nous confier, et à remercier aussi l'organisation « Médecins du Monde » pour l'admirable travail qu'elle réalise dans cette partie du monde qui nous tient tant à cœur. Merci encore, et à bientôt, je l'espère.

(Interview réalisé par Rolland Doukhan)

1 Voir Gershon Baskin : Le problème de l'eau dans le conflit israélo-palestinien, in Plurielles N° 5